

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 45

Mercredi 1^{er} janvier 1975

Prix : 1 F

EDITORIAL

A BAS LA RÉPRESSION COLONIALISTE EN GUYANE !

DEPUIS quatre mois la Guyane vit en état de siège. Les forces de répression coloniale, CRS et légionnaires français quadrillent la ville de Cayenne, les fouilles de véhicules et les perquisitions se multiplient.

Des arrestations ont été opérées ces dernières semaines et plusieurs personnes, connues pour leur opposition au régime colonial, ont été arrêtées et transférées en France où un nouveau procès colonial se prépare.

C'est depuis le mois de septembre que la situation avait commencé à se dégrader. Lors du passage du ministre des DOM, Stirn, des manifestations et des grèves avaient eu lieu. Le principal syndicat en Guyane, l'UTG (Union des Travailleurs Guyanais) avait appelé les travailleurs à protester ainsi contre le manque d'emplois et de perspectives pour les jeunes.

Le mécontentement devait encore grandir et c'est dans une atmosphère tendue que devaient se dérouler les procès de trois jeunes accusés d'avoir inscrit des graffiti réclamant l'indépendance de la Guyane.

Ces jeunes se réclamaient d'un nouveau mouvement politique le Mouvement Guyanais pour la Décolonisation. Si la justice coloniale reculait en diminuant les peines initialement prévues, elle ne devait pas tarder à se retourner contre d'autres militants anticolonialistes considérés comme les instigateurs des manifestations qui ont eu lieu depuis les quatre derniers mois en Guyane.

L'avocat qui défendait les jeunes du MOGUYDE a été arrêté, des enseignants et d'autres anticolonialistes l'ont été également.

De nouveau, c'est le même scénario que lors de l'affaire de l'OJAM et que lors du procès du GONG, qui est mis en place. Le pouvoir colonial, une fois de plus, tente de détruire un mouvement d'opposition anticolonialiste en montant de toute pièce un sombre procès dont, au besoin, il fabrique artificiellement le dossier. Lors du procès des dix-huit Martiniquais en 1963, on avait parlé de la mise sur pied d'un maquis, ce qui s'était révélé une pure invention du pouvoir. Lors du procès du GONG, on avait voulu faire porter aux militants de cette organisation la responsabilité des émeutes de 1967 à Pointe-à-Pitre alors que les seuls responsables étaient l'administration coloniale et ses forces de répression.

C'est la même grosse ficelle qui est utilisée aujourd'hui pour se débarrasser d'un mouvement qui commençait sans doute à être connu et suivi par une partie du peuple guyanais et en particulier par la jeunesse.

Mais cela n'empêchera pas la Guyane d'avoir son indépendance tout comme les procès contre l'OJAM et le GONG n'ont pas empêché que de nouveau, en Guadeloupe et en Martinique, se lève un courant qui se réclame encore plus fortement de l'indépendance.

Tous les procès, toutes les répressions ne peuvent empêcher cela. Inéluctablement, les dernières colonies françaises arracheront leur liberté, quel que soit le prix qu'il faudra payer pour cela ; ce ne sera rien en comparaison des siècles d'oppression, de misère et d'humiliation que nous avons subis.

Nos pays ont été pillés et vassalisés depuis des siècles, les peuples des Antilles et de Guyane ont été tenus en tutelle pendant tout ce temps. Mais tout cela doit avoir une fin. Nous avons le droit d'être libres et de nous gouverner comme bon nous semble ; ce n'est pas au gouvernement colonialiste français de décider de ce qui est ou n'est pas bon pour nous.

Que signifie donc porter atteinte à la « sûreté » d'un Etat qui est colonisateur ? Nous sommes des colonisés qui n'avons jamais demandé à être « citoyens français ». Nous sommes, par la force, contraints de vivre sous les plis du drapeau d'oppression de la bourgeoisie française. En tant que tels c'est notre devoir de nous en libérer. Notre tendance lutte pour que le combat pour l'indépendance soit dirigé par les travailleurs et qu'il conduise à la prise et à l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière. Ce choix fondamental n'est pas celui des organisations guyanaises anticolonialistes.

Mais face à l'oppression colonialiste, face à la répression coloniale toute notre solidarité va aux militants guyanais emprisonnés parce qu'ils veulent mettre fin à la domination contre laquelle nous nous battons nous aussi aux Antilles.

VIVE L'INDEPENDANCE DE LA GUYANE ET DES ANTILLES !
A BAS LE COLONIALISME FRANÇAIS !

Hausse des prix :

Le pain deviendra-t-il un luxe ?



Si certains naïfs avaient pu croire après le passage de Giscard qu'un nouvel âge d'or avait débuté, leurs illusions ont dû tomber brutalement : la hausse de 20 centimes du prix du pain, dix jours après la visite du semeur de promesses, n'a pu que les ramener cruellement à la réalité. Et la hausse des prix continue, attaquant de plus en plus le pouvoir d'achat des travailleurs. A l'heure où nous écrivons, on parle avec insistance de la hausse du prix des produits pétroliers, pour début janvier, et cette augmentation ne manquera pas de toucher aussi les Antilles...

Quand on pense que le gouvernement, utilisant des statistiques truquées, a le culot de prétendre que cette année les travailleurs ont vu leur pouvoir d'achat augmenter de 4,7 % ! Ces derniers, qui constatent jour après jour que leur situation ne fait qu'empirer, seraient-ils l'objet d'illusions ? La viande devenue presque inabordable, le poisson dont le prix ne cesse d'augmenter, le loyer qu'il faut payer régulièrement, tandis que les enfants réclament leur part de nourriture, tout cela ne serait-il donc qu'un rêve ?

Ces messieurs de la bourgeoisie, pour le faire croire, utilisent une « bonne » vieille méthode : ils font, pour calculer la hausse des prix, la moyenne entre des produits qu'on n'utilise jamais et dont le prix reste le même, et les produits les plus nécessaires aux travailleurs, ceux sans lesquels il leur est impossible de vivre décemment : la nourriture, les vêtements — et le tour est joué !

Mais les travailleurs ne se nourrissent pas de chiffres truqués et de statistiques optimistes. La réalité est là. Et il nous faut nous attendre, dans l'année qui vient, à une aggravation de nos condi-

tions d'existence, si nous laissons faire les capitalistes, car nous nous enfonçons dans la crise.

Il n'est qu'un moyen d'en finir avec cette situation : nous débarrasser de cette société pourrie. Mais en attendant d'en avoir la force et la possibilité, nous pouvons limiter les dégâts et faire supporter à la bourgeoisie les

frais de cette crise dont elle est responsable. Pour cela, une seule solution : la lutte. Et il faut en premier lieu imposer d'urgence l'échelle mobile des salaires, d'après les hausses de prix calculées par les travailleurs eux-mêmes ; la répartition du travail entre tous, sans diminution des salaires.

Arlette Laguiller aux Antilles



VOTRE camarade Arlette Laguiller, porte-parole du mouvement français d'extrême-gauche « Lutte Ouvrière » aux élections législatives de l'année dernière puis candidate aux élections présidentielles de mai dernier où elle a recueilli au total 2,36 % des voix, viendra ici, aux Antilles, dans le courant du mois de janvier. Son arrivée est

prévue pour le samedi 18 janvier en début d'après-midi.

Au cours de son séjour, Arlette participera notamment à deux meetings organisés par notre tendance :

— le 21 janvier, à Pointe-à-Pitre,

— et le surlendemain, le 24 janvier, à Fort-de-France.

Tous ceux qui ont suivi la campagne présidentielle, tous ceux qui se sont retrouvés dans ce qu'elle pouvait dire à la radio ou à la télévision sur le sort des travailleurs, sur la situation des femmes dans cette société ou sur l'oppression coloniale ; tous ceux qui se sont sentis en accord avec sa dénonciation et de la politique de Giscard, Chaban et compagnie et de l'attitude servile à l'égard du Capital de François Mitterrand ainsi que dans ses mises en garde contre ce dernier qui sollicitait le suffrage des travailleurs sans pour autant s'engager à leur égard ; tous ceux-là donc viendront nombreux soutenir, écouter Arlette Laguiller.

"L'ÉTINCELLE" ET L'UNITÉ D'ACTION

L'HEBDOMADAIRE du Parti Communiste Guadeloupéen, l'*Étincelle* (numéro du 21 décembre 1974), informe bien mal ses lecteurs sur les manifestations qui se sont déroulées à Pointe-à-Pitre lors du passage de Giscard en Guadeloupe. A aucun moment l'*Étincelle* ne dit à ses lecteurs que les manifestants scandant le mot d'ordre d'indépendance étaient très nombreux à cette manifestation. Dans aucun des deux articles qui sont consacrés à cette question il n'est fait mention de l'atti-

tude d'autres organisations, c'est à croire que les seules organisations à avoir appelé à manifester contre Giscard sont le PCG, l'UFG et la CGTG !

C'est une bien mauvaise politique que celle de l'autruche. Et c'est une bien mauvaise façon d'envisager l'unité d'action anticolonialiste.

L'éditorial du numéro de l'*Étincelle* proclame en effet qu'il faut réaliser cette unité d'action pour mettre fin au régime colonial et non point pour de quelconques combinaisons électorales. Nous

enregistrons pour notre part cette déclaration d'intention comme un fait positif, bien qu'elle fasse mine de s'adresser à des individus uniquement et non à des organisations. On ne peut vouloir sincèrement l'unité d'action et ignorer les organisations qu'un certain nombre d'individus se sont données.

Un changement profond de mentalité, d'habitudes de réflexes et de méthodes est nécessaire pour que soit créé le climat profondément démocratique qui est nécessaire pour permettre à

des organisations qui sont différentes par les programmes de se battre réellement ensemble sur une plate-forme d'unité d'action anticolonialiste.

Et ce ne sont pas les raisons de le faire qui manquent. En ce moment même, par-delà les divergences politiques, nous pensons qu'il est possible de mener une action commune contre la vie chère et contre le chômage, action qui aurait comme résultat de permettre aux travailleurs non seulement de se défendre mieux, mais de passer à l'offensive con-

tre les patrons afin de ne pas faire les frais de la crise actuelle.

Nous croyons que les militants du PCG sont soucieux de faire avancer la politique d'unité d'action. Si cette politique n'est pas plus avancée, c'est avant tout à leur propre direction politique qu'ils doivent en demander la raison, car pour notre part, il y a longtemps que nous avons adopté une attitude unitaire face au colonialisme.

Claude ROCHA.

dans les entreprises - sur les docks - dans les entreprises



● A LA TRANSAT (Fort-de-France) :

Intimidations, cadences infernales

Depuis quelques semaines, les travailleurs des docks sont sans cesse victimes d'intimidations diverses venant de la Transat et de son administration.

Et singulièrement, quand cela se passait, il était question de conditions de travail.

C'est ainsi que deux huissiers envoyés par Bellemare tentèrent de convaincre huit de nos camarades... qu'ils ne travaillaient pas assez vite en suivant les normes de la convention. Tout aussi récemment, sur la Pointe-Madame, une main de bête, a embarqué 10.380 cartons alors qu'en suivant la cadence normale il ne devrait être embarqué que 5.110 cartons. Ou encore, pour accélérer le rendement de stockage de car-

tons, les chefs nous font travailler sans filet sur la tête. Si bien qu'il y a quinze jours, malgré nos réclamations, il a fallu qu'un carton assomme un de nos camarades pour que le filet soit posé. Bien au-delà des cas particuliers, la politique de la Transat consiste à accroître le chômage sur le port.

Les basses manœuvres de la Transat ne font que lever une partie du voile sur les cadences de travail et les conditions scandaleuses de sécurité sur le port.

Donnons un avertissement à la Transat. Il est grand temps qu'elle mette fin aux combines et intimidations.

Sinon, nous saurons nous en charger.

gon de la police, furent conduites comme des malfaiteurs au commissariat de police.

Rimbaud signifia à l'employée son licenciement.

Comme il fallait s'y attendre, une telle attitude provoqua colère et indignation des employés qui déclenchèrent une grève générale le 5 décembre.

Dans leur lutte contre les patrons de Prisunic dont le mépris et l'arrogance sont sans limite, les travailleurs de Prisunic appelèrent leurs camarades des autres secteurs du Commerce à les rejoindre dans la lutte. Et c'est ainsi qu'on a pu assister à des mouvements de grève dans certains magasins tels Marsan et le Prisunic-Cluny, mais ces mou-

vements furent malheureusement de courte durée, car ne rencontrant pas le soutien effectif de la CGT qui est le syndicat majoritaire dans le Commerce.

Cependant, malgré l'isolement dans lequel se trouvait la grève des employés de Prisunic, ceux-ci ont pu obtenir la réintégration de la caisse.

● GREVE A JARDIN-BILLIARD :

Les ouvriers ont tenu à ne pas être les dindons de la farce Giscard-Ford

A l'occasion de la tenue des pourparlers à l'hôtel Méridien, tout le secteur à un kilomètre à la ronde environ a été réquisitionné, encerclé et quadrillé par la préfecture et ses flics.

Dans la zone ainsi délimitée se trouve un hôtel en construction, chantier de l'entreprise Jardin-Billiard.

Le vendredi soir, le chef de chantier avertit les ouvriers que la gendarmerie interdisait le travail pour la

journée du lundi. En conséquence, ceci n'étant pas une décision de l'entreprise, elle ne payait pas cette journée chômée.

Le lundi matin, les cent cinquante ouvriers du chantier n'étant pas convaincus par ce point de vue, entrent en grève pour le paiement de la journée de lundi.

La journée passa et il a fallu attendre le lendemain où une délégation d'ouvriers à laquelle s'étaient joints Tanger et Bernabé se rendit au siège de l'entreprise. Il n'a fallu

que quelques heures aux commis de M. Jardin-Billiard pour qu'ils comprennent où était leur intérêt. La journée du lundi fut payée ainsi que les deux heures qui avaient été retenues le vendredi et bien entendu la journée et demie de grève car le travail n'a repris que mercredi, dans l'après-midi.

La grève, tel est le seul langage que comprennent les patrons. Les ouvriers de Jardin-Billiard le savent bien, et ils ont montré qu'ils sont capables de se faire respecter...

● SPEDEM (Fort-de-France) :

Quand la direction tue à petit feu

Pour travailler à l'usine de production d'électricité de Fort-de-France, il faut avoir une santé de fer. En effet, les conditions de travail y sont scandaleuses et c'est nous qui en faisons les frais.

Ceux qui travaillent aux 3 x 8 (service de quart et entretien) sont les plus atteints. Ils doivent supporter une température qui atteint régulièrement 52 à 54 degrés, un taux de bruit de 105 décibels alors que le maximum admissible est de 60 décibels, des fuites de gaz toxiques constantes dues à la vétusté des installations. En plus de tout cela, à chaque démarrage d'un groupe « Sigma », le hall est envahi par une fumée plus ou moins dense.

Depuis plusieurs années que durent ces problèmes, ils ont fait l'objet de multiples interventions et pourtant rien n'est fait. Alors, il faut comprendre que les timides interventions ne suffisent pas.

Pour faire ses profits, la direction n'hésite pas à sacrifier la vie des travailleurs. Alors, qu'elle s'attende à ce qu'un beau jour nous arrêtons cette usine pour la contraindre à :

— améliorer nos conditions de travail ;

— nous donner un temps de repos compensateur, sans diminution de salaire !

C'est le seul moyen de préserver notre santé car ce ne sont pas les ridicules primes d'incommodité qui le feront !

● PRISUNIC (Fort-de-France) :

Les patrons ont reculé !

Après quinze jours de grève, les employés de Prisunic ont repris le travail après avoir fait reculer le patron.

Rappelons donc les faits. Rimbaud,

récentement nommé directeur du Prisunic à Fort-de-France, avait faussement accusé une caissière ainsi qu'une cliente de vol. Les deux accusées, embarquées dans un four-

CENTRE HOSPITALIER (Pointe-à-Pitre) :

Des conditions de travail déplorables !

A l'hôpital général de Pointe-à-Pitre, les conditions de travail sont de plus en plus déplorables.

Actuellement, l'un des problèmes les plus importants est celui du manque chronique de personnel.

Avec les congés, il arrive qu'une seule infirmière soit chargée de quatre services en même temps pendant la nuit. De même, il n'est pas rare que dans un service au lieu d'être cinq ou six femmes de service pour l'entretien, nous ne soyons que deux... pour faire le même travail.

La direction se moque de notre fatigue et même plus, de la limite de nos forces. C'est ainsi

que ces jours-ci une de nos camarades infirmières, après avoir travaillé de 14 heures à 22 heures, a été appelée le lendemain à 6 heures du matin.

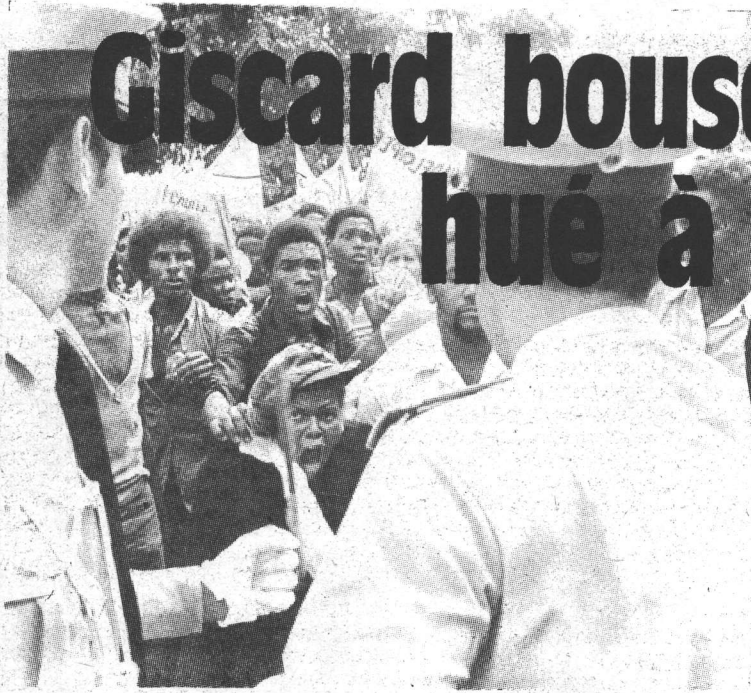
Cela est absolument inadmissible, surtout qu'en plus de notre fatigue, il y va aussi de la santé des malades qui, dès lors, ne sont pas à l'abri d'une erreur ou d'une faute d'inattention.

D'ailleurs, ces jours derniers, un malade un peu plus exigeant que les autres et trouvant que l'infirmière de service ne s'occupait pas assez de lui s'est plaint. Aussitôt, la surveillante générale a fait un rapport au directeur sur notre camarade qui a été menacée de licenciement.

Voilà ! Il n'y a pas d'embauche, nous travaillons comme des forçats et en plus de cela nous avons droit aux réprimandes et aux menaces. L'administration ne donne pas de crédits et la direction veut faire trinquer les employés.

Nous n'accepterons pas toujours des conditions de travail aussi déplorables. Il est grand temps que nous nous organisions sérieusement pour ne pas faire les frais d'un système qui est incapable de se charger correctement de la santé publique. Pour l'heure, nous devons refuser toute sanction car le vrai responsable, c'est bien l'administration qui refuse d'embaucher du personnel supplémentaire.

Giscard bousculé à Pointe-à-Pitre, hué à Fort-de-France



CONTRAIREMENT à l'attente des représentants du colonialisme, le voyage de Giscard aux Antilles ne s'est pas passé dans l'unanimité générale. Le représentant du colonialisme français, Giscard a dû faire face à deux manifestations importantes, l'une à Pointe-à-Pitre, l'autre devant la mairie de Fort-de-France.

A Pointe-à-Pitre ce sont près de 2.000 manifestants qui huèrent le président de l'Etat français et crièrent des mots d'ordre anti-colonialistes : « Dehors, Giscard ! », « Liberté en Guadeloupe ! », « Indépendance ! », « Autonomie ! », « CRS dehors ! », etc. Tels furent les cris qui fusèrent sur le passage du cortège officiel.

Puis, les manifestants très nombreux se rendirent au monument aux morts où la « belle » cérémonie fut troublée, Giscard réussissant à peine à déposer sa gerbe de fleurs sur le monument : les manifestants de plus en plus nombreux débordaient le service d'ordre qui, devant la présence de nombreux journalistes de la presse internationale ne pouvait réprimer comme il l'aurait fait en d'autres circonstances ; et Giscard de déclarer le lendemain que les manifestations qui s'étaient déroulées étaient une preuve de son libéralisme. En réalité, politiquement, face à la presse et à l'opinion internationale, il n'avait pas le choix. Et, c'était une véritable joie de voir les mines

déconfites et les visages rouges de dépit et de colère de tous les grands chefs du colonialisme, depuis le préfet jusqu'au ministre, en passant par les généraux et d'autres chefs de la police.

Les manifestants poursuivirent le cortège officiel jusque devant la sous-préfecture. Giscard bousculé, hué, ne put prononcer son discours car le podium était littéralement envahi par les manifestants. Giscard dut s'engouffrer rapidement dans les locaux de la sous-préfecture qu'il devait quitter par une porte dérobée, afin de se rendre à son hélicoptère. Là aussi, les manifestants le poursuivirent, et c'est sous les huées de nombreux jeunes qu'il quitta Pointe-à-Pitre pour se rendre à Basse-Terre.

A Fort-de-France, des milliers de travailleurs s'étaient massés devant la mairie, décidés sans doute à écouter Giscard, mais surtout à lui faire savoir leur mécontentement. Une centaine de militants et sympathisants du GRS manifestaient devant la tribune officielle avec des banderoles et craient des slogans anti-colonialistes.

Dès 17 heures, on voyait apparaître le drapeau des nationalistes, qui d'ailleurs faisait beaucoup d'effets sur les gendarmes et autres forces de répression présentes, mais incapables de réprimer ouvertement.

Sur de grandes banderoles, on pouvait lire « En avant pour l'au-

tonomie », « A bas le colonialisme ». De nombreux vendeurs de la presse révolutionnaire étaient présents dans la foule.

Après deux heures d'attente, on apprenait que Giscard refusait de se rendre à la mairie de Fort-de-France, sous le faux prétexte que la foule massée devant la mairie et dans les rues y conduisant risquait des accidents graves, en manifestant son enthousiasme sur son passage !

En réalité, Giscard se souvenait encore des manifestations de Pointe-à-Pitre et ne tenait nullement à être de nouveau bousculé et hué comme ce fut le cas la veille en Guadeloupe. Il ne voulut point une fois de plus se retrouver devant une foule en colère, décidée à lui crier son mécontentement et sa volonté de mettre fin au système colonial.

La foule, en apprenant cela, passa de la stupéfaction à l'ironie, puis ce fut la franche rigolade devant la reculade de Giscard.

A deux reprises, Giscard et son ministre des DOM se sont trouvés face à des partisans de l'autonomie et de l'indépendance. Oseront-ils prétendre qu'il n'y a pas d'opposition politique réclamant la fin du système colonial ?

L'avenir n'appartient pas aux défenseurs de ce système, fait d'oppression, de chômage, de misère, mais bien à ceux qui ont crié les 12 et 13 décembre : « Dehors, Giscard, représentant des colonialistes et des capitalistes ! »

ATTITUDE DES ORGANISATIONS ANTICOLONIALISTES

Comment la CGT et le PCG ont mobilisé les travailleurs contre Giscard

LE PCG, la CGT, ont finalement appelé leurs militants et sympathisants à manifester leur mécontentement lors du passage de Giscard. Ils ont appelé à un rassemblement à la rue Frébault. La CGT, quant à elle, avait, quelques jours auparavant, lancé un appel aux travailleurs afin qu'ils expriment leur mécontentement sous forme de grève ou de débrayage dans les entreprises.

En effet, alors que les maires communistes des deux principales villes s'apprêtaient à recevoir Giscard, il fallait bien que, d'un autre côté, le PC donne à ses militants et sympathisants la possibilité d'exprimer leur mécontentement, d'autant plus que depuis plusieurs jours ces derniers exerçaient envers leurs dirigeants une forte pression en ce sens et ne voyaient pas toujours d'un bon œil la réception par leurs maires du président de la République. Le PC et les organisations qu'il influence : CGT, Union des femmes guadeloupéennes, se sont donc trouvés coincés entre leur respect des civilités bourgeoises s'ajoutant à leur volonté d'être une opposition responsable et légaliste d'un côté et le mécontentement des travailleurs de la base de l'autre.

C'est ce qui explique à la fois d'une part le fait que le PC et la CGT aient appelé à la manifestation et à des débrayages, et d'autre part que ces mouvements aient été si peu préparés, limités et même carrément boycottés. Ainsi, à Capesterre, les dirigeants de la CGT ont d'abord appelé les travailleurs à se rendre à Pointe-à-Pitre et ensuite ils ont décrété que, « aller à Pointe-à-Pitre, ce rait grossir le lot de ceux qui viendraient applaudir Giscard et qu'il valait mieux préparer un mouvement à Capesterre », mouvement qui n'a d'ailleurs jamais

eu lieu. A Grosse-Montagne, la section CGT de l'usine a été mal informée par les dirigeants de la CGT et ce fut le cas dans presque toutes les entreprises.

Beaucoup de travailleurs ont d'ailleurs été surpris d'apprendre après coup qu'il y avait eu une manifestation à Pointe-à-Pitre, et que la CGT avait appelé à des

mouvements dans les entreprises.

On peut dire que le succès de cette manifestation a été dû en grande partie à la présence de nombreux jeunes lycéens, chômeurs et femmes qui se sont regroupés autour des militants des différentes tendances qui se trouvaient là : UFG, PC, Combat Ouvrier, GRS. La manifestation a été

un succès certes, mais elle aurait pu avoir une portée politique infiniment plus importante si le PC, au lieu de s'engager timidement avait mis tout son poids pour entraîner de larges masses tant à Pointe-à-Pitre qu'à Basse-Terre et dans les grandes communes.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE.



Quand le sectarisme de l'UTA aboutit à la passivité

LA venue de Giscard en Guadeloupe a suscité de nombreuses prises de position de la part des organisations anti-colonialistes. Certaines ont fait sortir un tract, c'est le cas du GONG et de la Vérité notamment. D'autres (PCG, UFG, CGT, GRS et Combat Ouvrier) appelaient leurs militants et sympathisants à manifester dans la rue. Seule l'UTA, qui se dit anti-colo-

nialiste, a cru bon garder le silence et ne rien faire. Alors que le dimanche précédant l'arrivée de Giscard cette organisation avait réuni son assemblée générale, elle préférait inviter les travailleurs agricoles qui la suivent à rester calmement chez eux sous prétexte que c'était le PCG et Combat Ouvrier qui appelaient à la manifestation de Pointe-à-Pitre. Pour l'UTA donc, la politique la

plus juste, c'est celle qui consiste à s'opposer en toutes circonstances à tout ce que font et disent les autres organisations anticolonialistes et notamment Combat Ouvrier. Peu importe si ce que proposaient ces organisations est conforme aux intérêts des travailleurs. Ce n'est pas là le souci majeur des dirigeants de l'UTA.

Or, le passage de Giscard d'Es-

taing en Guadeloupe était une bonne occasion pour les travailleurs de crier très fort leur mécontentement et d'exprimer leur hostilité contre la politique coloniale. Face au plus haut représentant du colonialisme français, il fallait faire entendre la voix de ceux qui en ont assez du colonialisme. Il y avait là un geste politique à faire. Les travailleurs se devaient de le faire. Et il était du devoir de toute organisation désireuse de ce que les travailleurs jouent leur rôle politique, à les y appeler. En invitant les travailleurs agricoles et les paysans à rester chez eux, les dirigeants de l'UTA ont agi tout à fait différemment.

En vérité, les dirigeants de l'UTA se moquent éperdument de l'intérêt général des travailleurs. Ce qui compte pour les quelques démissionnaires du GONG qui influencent l'UTA, c'est faire passer leur politique petite-bourgeoise en utilisant les travailleurs et les paysans pauvres comme force d'appoint. Et si l'UTA a choisi de mener la lutte uniquement sur le terrain syndical, sur le plan économique, c'est bien pour cette raison fondamentale.

Pour les dirigeants de l'UTA, les travailleurs n'ont pas besoin de se « mêler de politique », il est des gens qui pensent à leur place ; même si c'est contre eux à long terme, cela suffit.

C'est justement pour les empêcher de s'ouvrir à la politique que les « chefs » de l'UTA ont préféré ne pas voir les ouvriers agricoles et les paysans dans la rue.

Voilà comment le sectarisme et l'« apolitisme » aboutissent en fin de compte à la passivité.

Cela, les ouvriers agricoles doivent le comprendre s'ils ne veulent point être demain les jouets d'une force petite-bourgeoise radicale qui n'est en aucune façon soucieuse de voir les travailleurs prendre en main eux-mêmes leurs luttes afin d'être capables de contrôler le pouvoir politique dans une Guadeloupe indépendante.

Noël CANTIUS

Comores : L'INDÉPENDANCE. ET MAINTENANT ?

C'EST avec plus de 95 % de « oui » et une participation supérieure à 90 % des inscrits que les Comoriens se sont prononcés le dimanche 22 décembre dernier, en faveur de l'indépendance.

Cette étape — décisive — du référendum franchie, il reste au Parlement français à entériner le désir d'émancipation exprimé si massivement par la population de l'archipel.

Il y a longtemps, en effet, que l'Etat français s'apprête à quitter les Comores, cet archipel situé dans la partie septentrionale du canal du Mozambique (à peu près à mi-chemin de Madagascar et de la côte africaine) formé d'îles volcaniques couvrant au total une superficie de 2.236 km², qui ne présente pour l'impérialisme français aucun intérêt économique et guère d'intérêt stratégique. L'archipel des Comores dépourvu de ressources propres n'a été doté d'aucune infrastructure susceptible de donner à une population de deux cent quatre-vingt-sept mille âmes la possibilité de vivre par elle-même.

Toute l'économie des îles est suspendue à l'arrivée — à inter-

valles plus qu'irréguliers — et souvent hypothétique de cargos de riz, de viande, de légumes en provenance de pays voisins tels la Thaïlande, la Tanzanie, ou Madagascar.

Et il suffit qu'un quelconque incident perturbe les moyens de transport pour qu'aussitôt l'archipel soit menacé de tomber dans un dénuement total.

Pour les masses laborieuses de l'archipel, la volonté de sortir de sous la dépendance de l'Etat français ouvre une période qui ne peut pas être pire que toutes celles qu'elles ont connues jusqu'à présent.

Appliquant le vieux principe « diviser pour régner », le colonialisme français a quelque peu favorisé l'une des îles, la plus petite : Mayotte, la seule à avoir voté « non » à l'indépendance.

Mais en réalité, les dés, dès le départ, étaient pipés dans cette consultation référendaire.

Aux populations de cette île, on ne donnait le choix qu'entre, d'une part, la dépendance à l'égard de l'Etat français et, d'autre part, la dépendance par rapport au futur Etat comorien au-

quel elles ne se sentent nullement appartenir.

Car personne ne peut dire quelle aurait été la réponse de Mayotte si elle avait dû opter entre ou bien devenir indépendante ou autonome ou bien continuer à dépendre de l'Etat français !

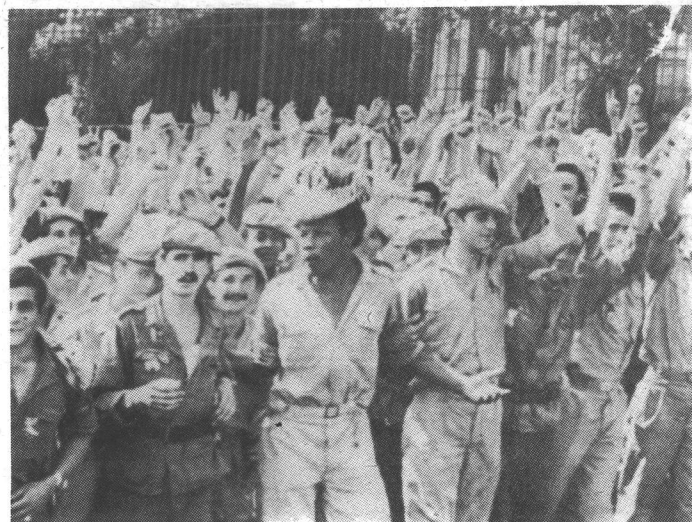
L'impérialisme français dégage par avance sa responsabilité des heurts qui peuvent résulter d'une situation grosse de conflits.

Or, un tel état de fait, c'est l'impérialisme français lui-même qui l'a créé, c'est lui qui a privilégié cette petite île de Mayotte par rapport au reste de l'archipel en suscitant ou en renforçant des oppositions entre l'une et les autres. Tant et si bien que les habitants de Mayotte semblent redouter la dépendance à l'égard d'un Etat comorien centralisé.

Et en se dégageant de l'archipel, le colonialisme français laisse tous les problèmes en suspens et s'étonnera demain, feignant la surprise, des querelles, des problèmes qui ne manqueront pas de se poser (ainsi que l'attestent les récents événements) et que lui-même a engendré, nourri.

Philippe DETRAT.

SOLIDARITÉ AVEC CEUX DE DRAGUIGNAN



E 7 janvier prochain trois soldats passeront devant les tribunaux militaires. Leur « crime » : avoir osé participer à une manifestation dans les rues de Draguignan en septembre dernier. Comme nombre de leurs camarades, ils protestaient contre l'absence de liberté à l'armée et contre les vexations et brimades en tous genres.

A leurs revendications, le gouvernement répond par la répression. D'après les précédentes condamnations, ils risquent un an de prison.

Parmi eux, il y a un soldat antillais parce qu'il avait protesté entre autres contre le ra-

cisme ouvert des galonnés.

Nous, militants révolutionnaires, nous sommes solidaires de tous ceux qui protestent contre un système ignoble, qui fait que même les quelques droits démocratiques étiés existants s'arrêtent aux murs des casernes où les jeunes sont livrés à des imbéciles racistes. Nous exigeons la levée de l'inculpation de tous les accusés.

Et, au-delà, nous réaffirmons la nécessité d'imposer la suppression du service militaire et son remplacement par l'apprentissage des armes sur le lieu de travail et sous le contrôle des travailleurs.



Les entretiens Giscard-Ford : Du bla-bla-bla...

GISCARD, il faut au moins lui rendre cette justice, est un homme qui, apparemment, ne craint pas le vertige : trois « sommets » en moins de quinze jours, voilà de quoi rendre jaloux bien des alpinistes ! Cependant, ses entretiens avec Ford, que nous avons eu le distinguable honneur de voir se dérouler aux Antilles, et que d'aucuns présentaient déjà comme un événement « historique », semblent avoir valu davantage par la qualité et la variété des repas, que par leur importance politique.

En effet, aucun détail du menu des deux présidents ne nous fut épargné ; et c'est pendant l'ingestion, entre autres, d'un blaff antillais, de vins français et de diverses spécialités américaines que furent échangés un certain nombre de propos.

Mais à l'issue de cette rencontre, sur le plan politique, quoi de nouveau ? Giscard lui-même se vit obligé de reconnaître qu'il y aurait un « progrès » dans les rapports entre les deux nations (ce qui est fort vague) mais pas de changement. A propos du pétrole,

certain ont parlé de « concessions mutuelles ». Mais toutes les rodomontades des divers présidents français ne les empêchent pas d'appliquer bon gré mal gré la politique que Washington peut imposer, s'il le désire, aux impérialistes de deuxième ordre tels que la France. Et Giscard lorsqu'il parle de « rapprochement » entre la France et les Etats-Unis, ne fait que reconnaître enfin que la prétendue politique « d'indépendance » n'était que de la poudre aux yeux...

Georges RASSAMY.

Italie : les travailleurs disent non aux hausses des prix, l'Etat recule

L'ITALIE est un des pays d'Europe des plus touchés par l'inflation. Les hausses de prix vont bon train, atteignant parfois 30 % en quelques mois. Sur ce terrain, une victoire vient d'être remportée sur l'Etat : celui-ci s'est trouvé obligé de décider une baisse de 20 % sur le prix de l'électricité.

Et ce ne sont pas des protestations parlementaires qui ont permis cette victoire mais la lutte organisée des travailleurs et plus généralement des consommateurs. Ceux-ci, las de subir hausses de prix sur hausses de prix, ont refusé de payer la totalité de leurs notes d'électricité et de gaz, les amputants systématiquement. Ils ont d'ailleurs boycotté aussi les augmentations de prix des transports en commun.

Les travailleurs d'Italie se sont mobilisés, organisés pour ce boycott des augmentations de prix. Et l'Etat s'est trouvé obligé de céder. Ce qui montre bien que tous ces Etats, en Italie comme dans les autres pays capitalistes sont forts bien sûr par leur force armée, leur police, mais aussi et surtout par notre acceptation.

Les travailleurs d'Italie ont refusé justement d'accepter, passivement. Et parce qu'ils se sont mobilisés, ils ont eu raison de leur Etat. C'est une leçon et un exemple à suivre. Il est facile et possible de refuser les hausses de prix, sur le gaz, l'électricité, les transports en commun, celles mêmes qu'on nous promet pour la nouvelle année. Nous pouvons le faire.

L'année qui commence nous

mettra plusieurs fois face à face avec les augmentations de prix. Accepterons-nous passivement,

ou, à l'exemple des travailleurs italiens, saurons-nous nous organiser pour dire non ?

A NOS ABONNES

En raison de la récente grève des PTT, certains d'entre vous n'ont pu recevoir qu'avec beaucoup de retard leur exemplaire des numéros 43 (novembre 1974) et 44 (décembre 1974), d'autres ne les ont sans doute pas reçus.

Nous vous prions d'accepter nos excuses pour la gêne que l'action des postiers (dont nous

avons été par ailleurs entièrement solidaires) peut vous causer.

A tous, nous proposons de reporter de deux numéros le terme initialement prévu de l'abonnement.

Vous pouvez éventuellement écrire pour nous demander de vous faire parvenir le ou les deux numéros manquants.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène Zozor

Adresser
toute correspondance :
ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier
BP 80
93300 AUBERVILLIERS

Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine

Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :

— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ANTILLES :

— sous pli fermé 1 an : 15 F.

ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566-71 La Source